

	RDR <i>Republican Rally for Democracy in Rwanda</i> Rassemblement Républicain pour la Démocratie au Rwanda Ihuriro Rishingiye kuri Republika Riharanira Demokarasi mu Rwanda	
	Postbus 3124 2280GC, Rijswijk, Netherlands Phone/Fax : 00(31)180633822 Website : http://www.rdrwanda.org	P.O. Box 5352, Postal Station B Montréal, Canada, H3B 4P1 Phone : (514) 5723466 Email :info@rdrwanda.org
	<i>Pour un Peuple Réconcilié dans un Etat de droit ; For a Reconciled People in a Rule of Law ; Duharanire Ubwiyunge bw'Abanyarwanda mu Gihugu cyubahiriza Amategeko;</i>	

COMMUNIQUÉ DE PRESSE NO. 6/2004

LA REGION DES GRANDS LACS S'EMBRASE UNE FOIS DE PLUS.

Le Front Patriotique Rwandais (FPR) récidive à imposer sa dictature aux rwandais et à tous les peuples de la région des Grands Lacs. L'armée du FPR vient de réoccuper l'Est de la République Démocratique du Congo et de déployer ses soldats et ses milices dans la province de Cibitoke en République du Burundi.

L'alibi de la menace des rebelles hutu à laquelle fait recours le FPR pour légitimer ce déploiement ne trompe plus personne. Ce régime poursuit des buts divers inavoués que la Communauté Internationale tétanisée par son inaction durant le génocide rwandais a continué à couvrir par son silence complice.

D'une part, les dignitaires du FPR veulent détourner l'attention de la communauté internationale pour échapper à la justice internationale. En effet, les témoignages du professeur André Guichaoua parus dans le journal « Le Monde » du 7 mai 2004 viennent apporter des précisions complémentaires aux déclarations du lieutenant Abdul Ruzibiza et de ses collègues, et corroborent les révélations faites par ce même journal sur le contenu du rapport du juge anti-terroriste Bruguière. Ce rapport identifie Kagame comme le commanditaire de l'attentat contre l'avion du Président Habyarimana, acte terroriste qui mit le feu aux poudres et fit basculer le Rwanda dans l'horreur.

Monsieur Kagame et les criminels du FPR qu'il couvre, veulent ainsi perpétuer l'impunité dont ils jouissent depuis les atrocités qu'ils ont commises en Ouganda dans les années 1980. Même les plus incrédules ne doutent plus de la coresponsabilité politique et criminelle du FPR dans le génocide rwandais, ainsi que dans les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis dans la région des Grands Lacs d'Afrique depuis ces dernières décades.

D'autre part, après avoir semé le chaos, le régime de Kigali veut perpétuer ses crimes par l'élimination de ses opposants politiques réels ou supposés et/ou des témoins gênants. Les révélations faites sur les assassinats politiques de MM. Gatabazi Félicien, Gapyisi Emmanuel et Bucyana Martin confirment la nature machiavélique des extrémistes du FPR.

Les disparitions se poursuivent à l'intérieur du Rwanda. Ces dernières semaines, la chasse à l'homme a été marquée par la révocation et l'emprisonnement des Chefs de Districts ainsi que par des assassinats ciblés surtout dans la ville de Kigali. On peut citer notamment les assassinats d'un Officier de la Police

info@rdrwanda.org http://www.rdrwanda.org	Victoire Ingabire, Présidente Postbus 3124 2280 GC, Rijswijk, Netherlands Téléphone/Fax : 00-31-180633822	Emmanuel Nyemera, Vice-Président Case postale 5352, Succursale B Montréal, Canada, H3B 4P1 Téléphone: (514) 572 3466	Le RDR est membre de l'Union des Forces Démocratiques Rwandaises (UFDR)
---	--	---	--

à Kacyiru et d'un Officier de l'armée à Kinamba ainsi que le massacre d'une famille entière à Kimironko.

Par ailleurs, le déploiement des troupes en République Démocratique du Congo et au Burundi vise à saboter le processus de paix déjà enclenché dans ces deux pays. Cette occupation s'inscrit dans un programme expansionniste du régime du FPR pour garantir un espace vital aux criminels qui tiennent les rennes du pouvoir au Rwanda, auquel se greffe le pillage des ressources naturelles de la RDC. Dans ce dernier pays, le régime du FPR cherche également à terroriser les populations afin de les dissuader à ne pas témoigner sur les massacres des réfugiés hutu perpétrés par son armée (l'Armée Patriotique Rwandaise). Il vise en outre, à dissimuler et à rendre inaccessibles des fosses communes dans lesquelles la même armée a enterré des milliers de réfugiés et des congolais massivement assassinés.

Après 10 ans de règne et de folie meurtrière, le FPR a fini par montrer son vrai visage. Le FPR est une organisation criminelle et terroriste et ne peut apporter la démocratie au Rwanda. Il ne peut avoir aucune autorité morale pour aider les rwandais dans leur recherche d'une réconciliation effective avec eux-mêmes et avec les peuples des pays des Grands Lacs martyrisés. Les criminels au sein du FPR continueront donc d'être les éléments déstabilisateurs de toute cette sous-région si aucune mesure n'est prise.

Le RDR réaffirme sa disposition à collaborer avec la justice internationale pour que tous les criminels, responsables des crimes de génocide rwandais, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ainsi que d'autres crimes commis au Rwanda et dans la sous région, indépendamment de leurs ethnies et de leurs statuts, soient poursuivis en justice.

Le RDR réitère qu'il ne peut y avoir de paix durable sans respect des droits de l'homme ; il ne peut y avoir de respect des droits de l'homme sans démocratie et sans une justice équitable, impartiale, sécurisante et réconciliatrice. En effet, la paix et la sécurité de la région ne dépendent pas seulement du désarmement et du rapatriement des membres de l'opposition armée. Le RDR a la ferme conviction que la paix dans la sous-région restera menacée tant qu'une solution appropriée au très lourd contentieux inter-rwandais ne sera pas trouvée, car c'est le Rwanda qui constitue le principal foyer de l'incendie qui ravage actuellement la région des Grands Lacs.

Le RDR partage la conviction avec les rwandais qui trouvent que la crise rwandaise exige la tenue d'un dialogue rwandais hautement inclusif. Ce processus doit aboutir à un renouveau démocratique d'un peuple réconcilié où la citoyenneté est une réalité dans les institutions et dans tous les secteurs de la vie du pays, et où les gens se reconnaissent d'abord autour des idées politiques qu'ils partagent et non sur base de l'ethnicité.

La communauté internationale doit assumer ses responsabilités pour mettre fin à l'impunité qui s'est institutionnalisée dans la région des Grands Lacs. Elle doit prendre toutes les mesures qui s'imposent pour lever l'immunité de M. Kagame Paul et de ses complices afin qu'ils soient traduits devant une justice internationale impartiale. Nul n'a le droit de dire encore qu'il ne savait pas.

Le 7 mai 2004
Pour le RDR

Nyemera Emmanuel
Vice-Président et Porte-Parole du RDR